



D' une révolution à l'autre ...



Edito

- Les 90 ans de la révolution espagnole.

Monde du travail

- Cordistes en colères et solidaires .
- Un travailleur de l'armement nous écrit ...
- A propos des récents drames de jeunes apprentis ou en observation morts au travail .
- Quel anarchiste accorde encore du crédit à la charte d'Amiens en 2026 ???

Société

- Tyrannicide .
- Essence chère, caisses "vides" et cadeaux au patronat .

- Canicule !

Politique

- Le racisme et le danger de l'extrême droite ...

Vie politique et syndicale

- Activités de la CNT-AIT .
- Des nouvelles du CDES .
- Commémoration du 19 Juillet .

International

- Entre "anti-impérialisme" et "lutte pour la démocratie" ...
- Analyse d'un anarchiste d'Iran ...
- Iran : notre compagnon Soheil Arabi, de nouveau incarcéré .

2 EUROS /// N°197
MAI - JUI 2026

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Le 19 juillet prochain, nous fêterons les 90 ans du premier jour de la révolution espagnole.

Sans fétichisme et sans images d'Épinal, nous portons en permanence avec nous la mémoire de ce moment particulier des épisodes révolutionnaires historiques et avons à cœur de la transmettre.

Sans images d'Épinal, parce qu'il ne s'agit pas de célébrer quelques vieilles barbes ou quelques militants statufiés en exemple, mais tous les hommes et toutes les femmes qui, dans l'époque, avaient choisi de se lancer dans la mise en œuvre du communisme libertaire, comme perspective entendable et désirable, dans une partie de l'Espagne où ils avaient su, par l'insurrection armée, arrêter les fascistes, dépassant leur gouvernement républicain « de front populaire » aux abois.

Sans fétichisme, parce qu'avec cette mémoire, nous menons aussi la critique des contradictions internes au mouvement révolutionnaire d'alors, y compris de l'organisation dont nous portons toujours le nom, la CNT.

Puisqu'il nous paraît vital d'établir un pont entre les époques, nous vous proposerons d'en discuter avec nous, lors d'événements à venir. Pas sous la forme d'une séquence mémorielle figée, ou dans une aimable discussion universitaire de salon au sujet d'une histoire définitivement enterrée, mais au nom des idéaux qui nous animent encore. Le vieux monde, que se sont essayé à détruire les copains espagnols, est toujours là, toujours vieux, quoique d'une complexité plus accablante encore, mais nous ne perdons pas espoir.

L'Espoir, c'est justement le titre du bulletin n°6 réalisé en collaboration entre des compagnons des régions du Soudan, de la Tunisie, et de la France et que nous reproduisons, comme à de précédentes occasions, dans le journal que vous tenez entre vos mains.

L'espoir, c'est celui que nous partageons avec des compagnes et compagnons du monde entier qui, de l'Iran à Haïti, de la Russie et de l'Ukraine au Soudan, en Asie, en Amérique du sud, quelles que soient les particularités des idéologies dominantes dans leur coin de la planète, la brutalité des situations qu'ils vivent, et en définitive, le visage du capital tel qu'il se présente à eux, se reconnaissent dans les idées et les pratiques anarchistes. La lutte de tous ces compagnons nous oblige... N'en déplaise à une certaine extrême gauche et à une partie du milieu libertaire actuel, qui au nom du socle mou mais bien établi d'une forme de culturalisme essentialiste, tend à considérer l'universalisme de nos idées comme une superstition dominatrice, « blanche et européenne-centrée »...

Car s'il est un fait universel, quelque soient les réalités particulières, c'est bien « *le mouvement unique qui a fait de la planète son champ, le capitalisme* » (Guy Debord, *La société du spectacle*, th. 56, 1967).

La CNT fêtera également un autre anniversaire cette année, sa création il y a 80 ans dans la région France, en 1946, l'occasion probable d'un bilan de l'outil anarcho-syndicaliste dont on ne peut que considérer qu'il n'a été jusqu'ici que trop sous-utilisé... Nous parlerons dans ce numéro de « syndicalisme tout court », dans une critique d'un dossier du Monde Libertaire, qui révèle la position pour le moins ambiguë (quoique connue, d'où notamment la « sous-utilisation » de l'anarcho syndicalisme mentionnée ci-dessus) de nombreux libertaires à l'égard de ce syndicalisme « sans épithète » dont nous savons depuis longtemps qu'il ne peut tenir qu'un rôle de régulateur de l'organisation sociale présente.

Dès lors, et dans le prolongement de cet article, nous pourrions conclure cet éditto sous la forme d'un appel...

À tous les compagnons et compagnes anarchistes qui militent dans les centrales syndicales : quelle place espérez-vous encore trouver dans une organisation qui, ni dans sa structure, ni dans son fonctionnement, ni dans ses objectifs, ne garantira jamais le but d'émancipation totale que nous nous proposons de poursuivre ? Rejoignez-nous !

À tous les militants syndicalistes « de la base » qui, lassés des échecs de leurs hiérarchies en appellent régulièrement à « déborder

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarcho-syndicalisme ! 197 / MAI - JUIN 2026 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 12 Juin 2026 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail:
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy,
31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tous les samedi de 17 H à 19 H

Mails:
contact@cntaittoulouse.lautre.net
montauban@cnt-ait.info
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
contact@cnt-ait.info (Paris-banlieue, nord et est de la france)
essonne@cnt-ait.info
https://cntait03.wordpress.com
@CNTAIT (Paris)
initiative cnt-ait grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire à cnt-ait.info

leur bureaucratie » ... Ne la débordez pas, dépassez là ! Rejoignez-nous !

À tous les gilets jaunes, à tous les résistants des derniers mouvements populaires ici et ailleurs, qui ont fait l'expérience concrète de l'auto-organisation mais se sont heurtés à la sale réalité de l'État dont ils attendaient encore quelques améliorations, et qui ne leur a distribué que, dans le meilleur des cas, du vent et des tirs de flasball, dans le pire, la mort et la torture... Rejoignez-nous !

Ce n'est qu'ensemble que nous prolongerons la construction de notre outil d'organisation, vraiment conforme à nos buts, pour la préparation d'un autre futur !

« La critique de la politique est indissociable de la recherche pratique des moyens par lesquels la société pourrait se représenter ses problèmes réels, les discuter et les résoudre. Et l'échec de cette recherche serait la véritable catastrophe historique, qui contresignerait toutes les autres. » (Encyclopédie des Nuisances, art. Aboutissement, juillet 88)

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

"Tu souhaites participer aux activités de la CNT-AIT ? Contacte-nous pour que nous te mettions en relation avec le groupe de ta région.

Même seul on peut participer par exemple en s'abonnant au journal, en faisant abonner ses collègues, ses amis. Si tu veux recevoir nos tracts pour les diffuser autour de toi, écris nous soit à contact@cnt-ait.info, soit à CNT-AIT, 7 rue Saint Rémésy 31000 TOULOUSE."

CORDISTES EN COLERES ET SOLIDAIRES

Le métier de cordiste est l'un des plus dangereux. Sur près de 8 500 professionnels, souvent intérimaires, 40 sont morts depuis 2006 dans des accidents du travail. Des cordistes en colère se sont organisés en association, pour ne pas rester seuls face aux patrons et aux accidents qui ne sont jamais dus à une « fatalité », mais ont plus à voir avec l'exploitation salariale.

Le lundi 8 décembre 2025, un terrible accident coûtait la vie à Matthieu Pouchat, à Saint-Herblain en Loire-Atlantique. Un drame, venu endeuiller la profession des cordistes, mais avant tout, sa famille, ses proches. Matthieu avait 48 ans. Il était père de deux enfants, de 10 et 11 ans. Un appel à la solidarité avait été lancé par l'association, appel que la CNT-AIT nous avons relayé et auquel nous avons contribué. Une manière de leur exprimer

notre soutien, dans ce dramatique événement, dans cette terrible épreuve qu'est la perte d'un être cher. Une goutte d'eau pour les innombrables démarches à venir.

Aujourd'hui, l'association des Cordistes en colère, qui fonctionne sur les principes d'auto-organisation, d'engagement militant bénévole, et d'action directe auxquels nous sommes attachés, fait appel à votre soutien pour poursuivre ses activités. Une première façon de soutenir est de faire connaître l'association auprès des cordistes, en diffusant le tract de présentation de l'association. Des compagnons de la CNT-AIT Paris par exemple ont été à la rencontre de cordistes sur un chantier pour discuter avec eux et leur donner le tract. Une autre façon est de les soutenir financièrement. En solidarité avec leur combat, nous relayons ci-dessous leur appel.

Appel aux collègues, Compagnes et Compagnons, familles et amies des cordistes en colère :

Nous sommes les empêchés de corder en rond. Mais oui vous savez, les casses pieds qui bataillent pour travailler en sécurité, pour faire respecter nos droits (salaires, indemnités, montée en compétences...), pour avoir plus de considérations au boulot, pour avoir ne serait-ce que le droit de s'exprimer sur nos conditions de travail sans risquer de se faire virer comme des merdes (en intérim comme en CDI, les cas ne font que se multiplier), pour créer une réglementation qui nous prend vraiment en compte nous cordistes, ...

Cordistes en colère, cordistes solidaires, de grands mots mais encore ? Pas colérique gratuitement non. En colère pour nos 40 collègues morts au travail depuis 2006. Dont 13 ces 5 dernières années. Plus de 2 par an bordel. Et combien de blessés graves ? Tout ça nous oblige.

Alors Solidaires. Solidaires avec les plus de 50 copines, copains qui nous ont appelé en 2025

pour un conseil, un avis, une aide quand le patron ne paye pas ce qu'il doit, quand il ne fournit pas les EPI, quand il met la pression après un droit de retrait, voir même quand il refuse d'assumer un accident.

Solidaires aussi avec les collègues victimes et leurs familles, quand les accidents ne sont pas uniquement des chiffres mais une dure réalité, avec un collègue qui ne pourra plus bosser, ou que l'on ne verra plus jamais. En aidant comme on peut dans les démarches judiciaires, avec des cagnottes pour montrer qu'ils et elles, ne sont pas seules.

Mais c'est aussi quatre ans de réunions à Paris avec la Direction Générale du Travail et le patronat de la corde pour faire bouger la réglementation, que ce ne soit plus la jungle notamment en

Travaux Publics et en silo agricole. Qu'un cadre minimal soit fixé (ou souvent simplement rappelé) en tirant enseignement des multiples drames. En espérant qu'un jour des mêmes causes cesseront de reproduire des mêmes accidents...

En plus de l'engagement bénévole de nombreux collègues, tout ça c'est possible uniquement grâce à notre site internet, boîte mail, abonnement téléphonique, une convention annuelle d'accompagnement juridique, de multiples frais d'avocats... Et évidemment, tout ça a un coût.

L'association n'a aucune subvention publique, le peu d'argent qu'on a dans la caisse c'est celui de nos adhérents. Et aujourd'hui, il nous en manque pour continuer notre activité de soutien.

C'est pour ça qu'aujourd'hui on fait un appel à la solidarité, pour pouvoir continuer à s'aider les uns les autres en cas de coups durs, continuer à se porter partie civile dans les

procès aux cotés des familles. Continuer à solliciter des avocats quand il y en a besoin.

Sans cette solidarité, sans cette mise en commun, on n'y arrivera pas. On sait bien que tout le monde n'est pas d'accord avec 100% la ligne, ce n'est pas grave. La vraie question c'est de savoir si on est utile à la profession et aux collègues ? Nous on le pense, et toi ?

Pour faire un don en ligne allez sur le site des cordistes en colère : <https://cordistesencolere.fr> ou alors adressez vos chèques à l'ordre de CNT-AIT, mention « solidarité cordistes » au dos, à CNT-AIT 7 Rue St Rémésy 31000 TOULOUSE, et nous leur ferons suivre.



Un travailleur de l'armement nous écrit ...

Un compagnon anarchosindicaliste italien nous a envoyé pour le bulletin Comité d'Usine des travailleurs de l'aéronautique (à télécharger en ligne ici <https://cnt-ait.info/2026/05/29/comite-dusine-7>, pour l'imprimer et le diffuser dans votre boîte), une lettre où il nous décrit la stratégie mise en place par les usines d'armement pour acheter la paix sociale et l'acceptation par la population de leurs activités de mort, mais aussi les difficultés à assumer la contradiction de lutter pour un monde de paix et de justice et d'être un rouage de cette machine de mort. Nous vous encourageons à nous transmettre vous aussi vos expériences au travail, dans quelque secteur que ce soit, afin d'alimenter le débat collectif sur le travail, et comment organiser les résistances concrètes.

J'écris ce rapport en tant qu'employé d'une entreprise qui opère au sein de l'usine Leonardo à La Spezia (Oto Melara). Leonardo S.p.A., anciennement Finmeccanica S.p.A., est le second groupe industriel italien, un des premiers constructeurs au monde d'hélicoptères civils et l'un des principaux groupes internationaux du secteur aéronautique et spatial. Il est spécialisé dans l'armement, les hélicoptères, l'aéronautique, l'industrie spatiale et l'énergie. Je rêve d'une société future sans serviteur ni maître, sans guerre ni oppression, mais chaque jour, je suis confronté à la contradiction de produire des instruments de guerre et de destruction, d'être un rouage de cette machine de mort. Les guerres et les génocides dont nous avons été témoins ces dernières années ont entraîné une augmentation de la production de guerre (canons, chars, etc.) et donc une course aux armements à l'échelle mondiale.



Malgré tout, il n'y a pas eu d'augmentation réelle du rythme de travail, mais plutôt du nombre de personnel par les embauches massives. Tout cela arrange bien l'entreprise Leonardo, qui se présente ainsi comme une organisation solide qui fait vivre des familles et garantit le bien-être de ses employés grâce à de bons salaires, un rythme de travail tranquille, des primes et des avantages sociaux, masquant la sordide réalité du travail de ses employés : la mort déguisée en excellence industrielle. Il y a quelques semaines, on nous a demandé qui parmi nous était prêt à travailler sur un contrat à destination d'Israël. La réponse, de ma part et de la plupart de mes collègues, a été un refus catégorique, un refus de nous mettre au service du génocide palestinien.

Nous espérons que ce cas, ainsi que la forte participation à la grève du 22 septembre, ne resteront pas des cas isolés, mais qu'ils marqueront le début d'une prise de conscience quant à ce que nous produisons et à la finalité du fruit de notre travail, menant ainsi à une désertion massive afin d'obtenir une reconversion définitive. Au sein de l'usine, les syndicats confédérés – dont la CGIL FIOM

(Confédération générale italienne du travail (Confederazione Generale Italiana del Lavoro, CGIL, Fédération des métaux. L'équivalent des syndicats institutionnels français, FO, CGT ou CFDT) – maintiennent leur emprise grâce à l'aide à l'embauche, de fausses mesures de protection des travailleurs et l'adhésion syndicale.

Le discours qui imprègne les discussions sur la sécurité, les contrats et les avantages sociaux devient un instrument de paix sociale au service du patronat, sans jamais remettre en question l'industrie de guerre ni l'image de l'entreprise. Il n'est pas facile pour moi, ni pour ceux qui, comme moi, se reconnaissent dans l'anarchisme, de travailler dans de telles conditions.

À travers les grèves, les ralentissements de production et le désintérêt total pour mon travail, je tente de poursuivre ma « résistance », en agissant de manière opaque, même en sachant que ce n'est pas chose aisée dans de tels environnements.

Compte tenu de la précarité, des portes fermées et des diverses vicissitudes que j'ai connues durant ma courte vie professionnelle, je conserve mon emploi, restant ainsi « complice » de la production de la mort.

Je m'efforce de rester aussi cohérent que possible avec ma pensée, fidèle à l'anarchisme, en participant activement à des initiatives et en promouvant l'autogestion ouvrière, maintenant des liens étroits avec les travailleurs et les compagnons qui, comme moi, vivent cette contradiction au quotidien.

Ainsi, l'espoir demeure : l'espoir du changement, l'espoir de la reconversion des usines, l'espoir d'un avenir pour une humanité nouvelle, sans serviteur ni maître, sans guerre ni armée, sans État, sans racisme ni oppression. Je remercie les compagnons de l'AIT de m'avoir donné l'opportunité de participer en écrivant ces quelques lignes sur ce que je vis au quotidien.

Je remercie toutes les personnes, les compagnons et tous ceux qui, à leur modeste échelle, luttent chaque jour pour un monde meilleur.

Vive l'anarchie !



A propos des récents drames de jeunes apprentis ou en observation morts au travail : la réalité du salariat pour les jeunes ... et les moins jeunes

Depuis déjà quelques années, notamment via les réseaux sociaux, certaines personnes recensent les accidents du travail un peu partout sur le territoire français, qui auparavant, se trouvaient dans les petits encarts des faits divers sans importances des journaux régionaux. Généralement, les victimes de ces accidents se trouvent dans les métiers manuels et en particulier chez les ouvriers du BTP, souvent des hommes en intérim, avec une sur-représentation aussi bien des personnes proches de la retraite que des jeunes.

Sur le territoire français, la scolarisation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. À partir de cet âge-là, un mineur, peut commencer à « gagner sa vie ». Néanmoins, il est possible de commencer à travailler avant ses 16 ans : dès 14 ans, un adolescent peut s'il le souhaite travailler pendant ses vacances pour pouvoir se faire un peu d'argent de poche. L'apprentissage peut démarrer dès l'âge de 15 ans, en alternance avec le Centre de Formation des Apprentis (CFA), qui est mine de rien et objectivement une première vraie expérience professionnelle avec une rémunération (même si inférieure au SMIC ...) et tout ce qui va avec le salariat. Donc l'apprenti est un salarié plus ou moins camouflé, et surtout plus facile et malléable à gérer et moins cher qu'un salarié adulte. Cette situation du travail des mineurs est légale et existe depuis longtemps.

Généralement, ceux qui commencent tôt à travailler sont issus des classes sociales modestes. Hé oui : l'école qu'elle soit de la République ou privée, fabrique encore de la reproduction sociale, combien d'enfants d'ouvriers dans les facs, les grandes écoles ? Les statistiques officielles, qui ne font jamais la une des grands médias, plus concernés par les questions identitaires ou géopolitiques, sont formelles : en 2025 la part d'enfants d'ouvriers diminue encore dans l'enseignement supérieur. Ces derniers forment seulement 8,7 % des étudiants à l'Université, 6,4 % dans les classes préparatoires aux Grandes écoles et 2 % des élèves des Ecoles Normales Supérieures (parmi les plus sélectives des grandes écoles)¹.

Depuis quelque temps nous assistons à une recrudescence d'accidents de travail y compris mortels chez les jeunes, qu'ils soient apprentis, stagiaires et même des lycéens en « séquence d'observation ». Suite à la mort tragique d'un lycéen professionnel de Bagnols -en stage d'observation dans une entreprise de BTP, tout le monde politique de « gôche » s'est scandalisé, disant à qui voulait les entendre que la place des gamins est au lycée, pas dans les entreprises. Or ce sont les mêmes politiciens qui viendront nous dire « le travail manuel est dévalorisé, il faut renforcer l'apprentissage » ... donc favoriser les « stages d'observations » pour inciter les jeunes à choisir cette voie scolaire. A un moment il va falloir que les politiciens choisissent : soit l'école est un lieu d'émancipation individuelle – et dans ce cas elle ne doit avoir aucun lien avec l'entreprise, soit elle sert avant tout à créer des futurs

travailleurs, et dans ce cas il y a une continuité entre l'école et l'entreprise.

Aujourd'hui (et de tout temps en fait), malgré tous les grands discours, il est évident que l'école – et surtout les écoles professionnelles – sont un vivier pour les patrons pour y puiser leurs futurs salariés. Mais les entreprises ne sont pas conçues pour être des œuvres philanthropiques, elles existent pour faire avant tout de l'argent. Il suffit d'entendre ce que disent les patrons à propos de l'embauche des stagiaires ou d'apprentis : cela coûte de l'argent, il faut les encadrer, c'est un investissement. Et qui dit investissement dit retour sur investissement. Cela explique que nombre de patrons-voyous (et ils ne manquent pas dans le BTP, la restauration, les travaux agricoles, où se comptent un grand nombre d'accidents du travail) appliquent à ces jeunes les mêmes méthodes qu'ils appliquent aux salariés adultes pour rentabiliser leur « investissement » dans les « ressources humaines » : cadences impossibles et donc dangereuses, absence de moyens de protections, etc. Il faut baisser le « coût » du travail c'est-à-dire rogner sur la sécurité des travailleurs ...

En ce qui concerne les jeunes, les patrons y sont d'autant plus encouragés que le décret « Rebsamen » (alors Ministre du Travail de Hollande et qui rappelons-le a été un cadre du Parti Socialiste avant de virer macroniste ...) de février 2015, et les textes d'application qui s'en sont suivis, ont assoupli les règles d'embauche des apprentis affectés à des travaux dangereux (tels que travail en hauteur, manipulation de machine, exposition à des produits dangereux). L'employeur doit simplement déclarer à l'inspection du travail qu'il recrute des apprentis et spécifier les travaux qu'ils font. Cette déclaration n'est plus nominative, mais par lieu de travail. L'inspection du travail pourra ensuite vérifier, à l'occasion d'un contrôle normal, que les conditions de sécurité du jeune existent bien. Pour rappel il y a en France 1845 agents (inspecteurs et contrôleurs du travail) qui exercent des missions de contrôle, soit 18,2 agents par département. Autant dire, vu leur manque de personnel, qu'ils ne viennent, souvent, vérifier les conditions de travail (apprentis ou pas) qu'après qu'un drame soit survenu ... et en attendant, le patron peut continuer à « faire suer le burnous », ni vu ni connu ...

Ne nous y trompons pas, un travailleur jeune ou vieux, mineur ou majeur est là avant tout pour suer du profit et cracher de la valeur du Capital, et doit se tenir cantonné à ça. Et malheur à celles ou ceux qui oseraient se mettre en grève pour oser réclamer leur seul droit à la sécurité ! Ils sont aussitôt taxés par les médias aux mains de la bourgeoisie de faignants, d'assistés, ... certes, me direz-vous, il y a les instances représentatives du personnel qui traitent de ces questions. Mais depuis la disparition des CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) et leur remplacement par les CSE (comités sociaux d'établissement), qui englobent un panorama de sujets plus large, cela revient à diluer les questions de sécurité, à leur consacrer moins de temps et donc in fine à minorer la prévention. L'existence

d'une institution spécialisée comme les CHSCT, bénéficiant d'une dynamique autonome des autres instances représentatives a été pour beaucoup dans la prise en compte croissante des questions de santé au travail. L'accès à l'expertise que cette autonomie permettait, a aussi été un important levier au service de la mobilisation de la santé et la sécurité au travail. La disparition des CHSCT au profit des CSE s'est accompagnée d'une restriction des prérogatives et des moyens des élus de personnel qui n'en disposaient déjà pas de beaucoup, ce pourquoi le CNT-AIT est opposée depuis toujours à cette farce de pseudo démocratie que sont les « instances représentatives » en entreprise.²

La réalité c'est qu'il n'y a pas de démocratie dans les entreprises. A la fin, c'est toujours le Patron qui décide, et son objectif c'est de faire des profits, pas de prendre soin de nous. Travailleuse ou travailleur, nous sommes voués à courber l'échine devant le patronat, si nous voulons survivre à la dictature mondiale généralisée de l'économie. C'est cela que les jeunes doivent apprendre lors de leur formation, en stage ou en apprentissage : l'obéissance aux ordres du patron, même si ces ordres

sont dangereux ou criminels. Et tant pis si - de temps en temps - il y a « de la casse », cela fait partie de la « normalité » du Capitalisme.

A nous, de nous battre pour nous réapproprier nos vies, combattons pied à pied contre la dictature du capital et de la marchandise. Non, ce n'est ni une normalité ni une fatalité, et que par l'organisation et l'entraide nous pourrions dans l'immédiat résister à l'exploitation, refuser les ordres ou situations dangereuses et retrouver notre dignité, avec à terme l'objectif de la destruction révolutionnaire de ce système mortifère pour les humains et la planète.

1 - *Ministère de l'Éducation nationale – Données 2023-2024, citée dans* <https://www.inegalites.fr/inegalites-sociales-lycee-enseignement-superieur>

2 - *Cf. LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES CONTRE LE SYNDICALISME,* <https://cnt-ait.info/2022/11/30/les-elections-professionnelles-contre-le-syndicalisme>

Quel anarchiste accorde encore du crédit à la Chartes d'Amiens en 2026 ???

Le titre du Monde Libertaire d'avril 2026, disponible en ligne sur le site : <https://monde-libertaire.net>, ne saurait laisser indifférent : « Syndicalisme, la lutte dégrasse ».

A l'intérieur, un dossier de 20 pages d'analyse du mouvement syndical en France. Après sa lecture, on éprouve un sentiment de manque. Certes, les auteurs constatent que « le syndicalisme s'est institutionnalisé, bureaucratisé, que les syndicats sont devenus des partenaires sociaux », mais cette remarque absolument juste ne les interroge pas - à la CNT AIT, on dénonce depuis des lustres ce rôle de paratonnerre social joué par les syndicats qui permet au système capitaliste de perdurer- et, ils ne se posent pas la question de savoir pourquoi et comment on est arrivé à cette situation, comment un mouvement qui à ses origines se donnait pour objectif l'émancipation de l'humanité en se débarrassant du salariat et du patronat en est arrivé à n'être plus que le partenaire très accommodant des patrons et de l'état . Si on veut réellement refaire du syndicalisme un outil pour abattre le système capitaliste et pour en finir avec les états, il faut connaître les raisons qui l'ont fait dégénérer. Un peu d'histoire donc.

Au début du XIXème siècle, révolution industrielle oblige, la classe ouvrière est exploitée d'une manière effroyable et des penseurs que plus tard l'on qualifiera d'utopistes (Cabet, Owens, Fourier...) vont essayer d'imaginer une organisation différente de la société. Proudhon pose les fondements de l'anarchisme et imagine les coopératives ouvrières, Karl Marx, analyse d'une manière scientifique le fonctionnement de la société capitaliste de son temps et aboutit à la conclusion que l'effondrement du capitalisme est inéluctable et que pour hâter l'avènement du communisme, la conquête des institutions

étatiques est obligatoire. Les travailleurs conscients doivent s'organiser dans leur propre parti politique pour s'emparer de l'appareil d'état et utiliser cet outil pour transformer la société. Une fois au pouvoir, les travailleurs ne doivent surtout pas le lâcher, ce qu'Engels et Marx nommeront « dictature du prolétariat ». En France, en 1882, Jules Guesdes, disciple de Marx, fonde le Parti Ouvrier, lequel dès 1888 se lance dans la lutte électorale. En 1886, la Fédération nationale des syndicats, (qui se transformera en CGT) largement inspirée par les guesdistes est créée. Pour les guesdistes le syndicat a une fonction subalterne par rapport au parti ; son rôle est uniquement de défendre les intérêts immédiats des travailleurs. A l'opposé, pour Michel Bakounine, défenseur d'un socialisme révolutionnaire et anti autoritaire au sein de la 1ère internationale, la dictature du prolétariat voulue par les marxistes ne peut conduire qu'à une dictature au nom de la science sur toute la société et donc également sur le prolétariat. Pour Bakounine, l'état n'est pas à conquérir mais à détruire et il préconise pour ce faire une révolution sociale. Le rôle du syndicat est d'unifier les travailleurs et d'élever leur niveau de conscience, de les préparer à la gestion de la société future en développant les pratiques d'entraide, de solidarité, d'action directe et de démocratie directe. La lutte pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs est un moyen pour parvenir à ce but. Nous avons donc dans le courant des années 1885 deux conceptions très différentes et concurrentes de la lutte sociale et du rôle des organisations ouvrières. Or dans cette période, trois événements essentiels :

-la décision du mouvement anarchiste de s'impliquer dans le mouvement ouvrier suite à l'échec de la stratégie de la propagande par le fait.

- la création des bourses du travail en 1887

- l'invention en 1888 par 3 militants anarchistes Louise Michel, Charles Malato et Joseph Tortellier de la stratégie de la grève générale pour en finir définitivement avec l'état et le système capitaliste.

L'idée de la grève générale largement popularisée par Fernand Pelloutier, anarchiste et secrétaire de la fédération des bourses du travail va connaître un succès extraordinaire dans la classe ouvrière, un grand nombre de bourses vont s'ouvrir et le mouvement anarchiste va se développer fortement. Ces années 1890 sont certainement l'Age d'or du mouvement anarchiste français, et son influence dans le mouvement ouvrier ou dans les milieux intellectuels est considérable.

A partir de 1895, deux penseurs marxistes, Hubert Lagardelle et Georges Sorel vont dans la revue « Le Mouvement Socialiste » lancer un mouvement qu'ils nommeront « syndicalisme révolutionnaire marxiste » ; leur idée est d'unifier la classe ouvrière en reprenant des idées au marxisme et à l'anarchisme. En conséquence, à l'inverse de J. Guesdes leader du P.O.F., (parti marxiste) qui est opposé à la grève générale, Sorel, affirmera qu'on peut être marxiste et être pour la grève générale, et que le syndicalisme peut suffire à transformer la société.

Cette théorie promettant de dépasser les antagonismes entre marxisme et anarchisme va séduire nombre de travailleurs, en particulier anarchistes et en 1902, la CGT et la fédération des bourses du travail vont s'unir dans une CGT nouvelle. Restait à définir les statuts de la nouvelle organisation ce qui sera fait en 1906, au congrès d'Amiens. La charte adoptée lors de ce congrès stipule que les syndicats poursuivent une double besogne, d'une part l'amélioration des conditions de vie des travailleurs (ça, c'est pour les marxistes) et en même temps « prépare l'émancipation intégrale des travailleurs qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste » (ça, c'est pour les anarchistes). Puis, elle affirme : « les partis et les sectes, en dehors et à côté du syndicat peuvent poursuivre en toute liberté, l'oeuvre de transformation sociale ». Autrement dit, la charte d'Amiens reconnaît un rôle positif, émancipateur aux partis politiques.

Il s'agit donc d'un texte de compromis censé contenter anarchistes, et marxistes, en créant une synthèse sous le nom de « syndicalistes révolutionnaires ». Il fait de la CGT une organisation apolitique, où les travailleurs sont censés laisser leurs opinions politiques à la porte d'entrée du syndicat. La charte d'Amiens est encore aujourd'hui considérée comme la bible du syndicalisme en France, une sorte de mantra censé définir les rapports entre ce qui relève du syndicalisme et ce qui relève du politique et donc permettre à tous les travailleurs, de cohabiter au sein d'une même organisation syndicale.

En réalité, l'histoire l'a prouvé et ce dès 1914, il s'agit d'un pur fantasme : on ne peut pas suivant l'expression populaire « marier une

carpe avec un lapin ». Anarchisme et marxisme sont aux antipodes l'un de l'autre. En particulier leur conception de l'Etat, de sa nature et de son rôle dans la société, fait obstacle à leur union dans une même organisation.

Pour les anarchistes, l'Etat est le pire ennemi du genre humain ; son rôle est de maintenir la domination d'une classe sur les autres, de faire en sorte qu'il y ait des dominants et des dominés, des maîtres et des esclaves. La destruction de l'Etat est donc essentielle pour permettre l'avènement d'une société plus libre, plus égalitaire, plus juste, et la réalisation de cet objectif nécessite l'union et la détermination de tous les individus conscients. La raison qui amène les anarchistes à participer aux syndicats est qu'en luttant avec les dominés, par la pratique de l'action directe et de la démocratie directe, ils participent à l'élévation de la conscience des travailleurs et leur montrent ainsi la puissance que génère leur union. Le syndicat est donc, dans la conception anarchiste, une école de la liberté où les syndiqués apprennent à se libérer des jougs que la société capitaliste leur impose. Pour préparer le passage à la société future, le syndicat se doit d'être,

toute proportion gardée, à l'image de la société future, c'est à dire, sans hiérarchie, égalitaire, solidaire et promoteur de l'action et de la démocratie directe. Son rôle est de former des individus libres, des anarchistes car la transformation de la société sera le fait d'hommes et de femmes conscients, unis et partageant un même idéal.



A l'inverse, pour les marxistes l'Etat n'est pas un ennemi, c'est un outil

neutre dont le Parti de la classe ouvrière doit impérativement s'emparer pour transformer la société pendant la période de dictature du prolétariat. Alors que dans la conception anarchiste, ce sont les individus unis qui sont les acteurs de la transformation de la société, dans la conception marxiste c'est le Parti qui est acteur et qui après la conquête du pouvoir va se confondre avec l'Etat. Si dans la société capitaliste, l'individu est soumis à plusieurs maîtres, Etat, patrons, religions etc, pendant la période de dictature du prolétariat, il n'en a plus qu'un seul dont il attend tout, c'est l'Etat. Or les anarchistes ne veulent pas de maîtres du tout. Pour les marxistes, la fonction du syndicat est uniquement la défense des intérêts immédiats des travailleurs, en conséquence le syndicat va s'autoproclamer représentant des travailleurs (ce ne sont plus les travailleurs qui s'unissent pour se défendre, c'est le syndicat qui défend les travailleurs comme c'est l'Etat qui en dictature du prolétariat construit le socialisme) et l'Etat va institutionnaliser cette fonction en créant la notion de syndicats représentatifs. L'Etat et les patrons ont dès ce moment un interlocuteur pour négocier les règles qui précisent les modes d'exploitation des salariés. Les travailleurs deviennent quantité négligeable, au mieux une force d'appoint que l'on va mobiliser pour faire pression lors des négociations, au pire des assistés. Du coup, l'Etat va se faire un plaisir de jouer un rôle d'arbitre soi-disant neutre entre patrons et syndicats en édictant des lois et en créant des institutions

paritaires dont la fonction est de maintenir l'exploitation subie par les travailleurs à un niveau supportable par eux.

Le rôle des syndicats est donc aujourd'hui de maintenir la paix sociale et pour assurer cette fonction tous les syndicats dits représentatifs sont largement rémunérés soit directement, soit indirectement par l'Etat ou les patrons. Ces rémunérations, ces institutions sont le prix que l'Etat et les patrons payent pour maintenir la paix sociale, pour que les révoltes des exploités restent à un niveau acceptable par le système. Un syndicalisme réellement émancipateur, ne peut donc se donner comme objectif que la Révolution Sociale et la destruction du système actuel ce qui implique de réfuter l'apolitisme de la charte d'Amiens. Que le mythe de la neutralité politique du syndicat, entretenu par tous les bureaucrates syndicaux (c'est la source de leur pouvoir et de leur prestige) perdue encore aujourd'hui parmi des libertaires ne peut manquer d'étonner toute personne lucide. C'est d'ailleurs parce qu'ils ont fait le constat amer du piège de la « neutralité politique » de la Chartes d'Amiens que les anarchistes qui avaient survécus à la Première guerre mondiale et aux débâcles des révolutions ratées du

début du XXème siècle ont créé l'Association Internationale des Travailleurs en 1922 à Berlin. Pour eux, « le processus révolutionnaire des années 1914-1921 avait mis en lumière la nécessité de substituer à la neutralité politique du syndicalisme une lutte active contre les partis politiques dont le but constant est de conquérir le pouvoir d'État et non pas de le détruire : si donc le syndicalisme veut l'abolition de l'État, il doit aussi vouloir la disparition des partis politiques et du parlementarisme. »² Depuis, tous les faits historiques n'ont fait que confirmer cette intime conviction que pour un anarchiste le syndicat doit être antipolitique et non apolitique

1: Cf. l'article La charte d'Amiens est morte... très jeune. Elle n'avait qu'à peine 8 ans. <https://cnt-ait.info/2019/05/02/chartes-amiens/>

2 La Naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin : du syndicalisme révolutionnaire à l'anarchosyndicalisme (Arthur Lehning) <https://cnt-ait.info/2021/05/25/lehning-ait-fr>

Tyrannicide

Sur un fait divers, (ou les choux gras ...)

« L'attaque armée visant [samedi] soir le président des États-Unis est inacceptable », a écrit sur X Emmanuel Macron, dimanche 26 avril, après l'évacuation de Donald Trump d'un gala de la presse à Washington à la suite de coups de feu. « La violence n'a jamais sa place en démocratie. J'adresse à Donald Trump tout mon soutien », a ajouté le président français. (Le Monde - 26 avril 2026)

La problématique de l'attentat politique est ancienne, depuis le tyrannicide antique en passant par les monarchomaques de la Renaissance. Celle-ci répond à une question : "Faut-il tuer le tyran ?", et donc à une seconde : "Qu'est-ce qui me permet de définir un homme au pouvoir comme un tyran ?"

Dans cet article du Monde recensant les réactions des puissants de ce monde, il est assez significatif de constater combien leur position est unanime, répondant en fait par la négative à la deuxième question : M. Trump n'est pas un tyran et il ne faut donc pas le tuer. Encore faudrait-il peut-être poser la question à d'autres personnes pour avoir un horizon fiable des diverses positions à ce sujet sur la planète.

Mais il faut aussi poser d'autres questions après cette série "classique". L'attentat individuel est-il utile à la Révolution ? L'attentat individuel peut-il changer les données de la politique, et finalement, dans un geste paradoxal, diminuer la violence pesant sur la Société ?

L'Histoire, qui ne se baigne jamais dans le même fleuve, permet de repérer toutefois des permanences. Ainsi l'attentat de Sainte-Nédilia à Sofia en 1925 a-t-il éliminé nombres d'apparatchiks de la dictature bulgare, sans que celle-ci ne vacille d'un pouce. On constate exactement le même phénomène actuellement en Iran, comme l'hydre de l'Heme qui voit ses têtes repousser au fur-et-à mesure qu'elles sont coupées. La structure décentralisée du pouvoir iranien garantit une stabilité et rend "naïve" la posture israélo-américaine de la décapitation d'un centre de commandement. On constate que ces décapitations s'accompagnent d'une répression sanglante sur la population (ou la société). Le stock de

violence réalisée s'en trouve augmenté.

Par ailleurs, il n'y a pas à ma connaissance de réalisation d'élément déclencheur" ou avant-gardiste permettant au phénomène révolutionnaire de débiter. Les études montrant le déclenchement des révoltes et des révolutions ne montrent pas une liaison avec les attentats individuels, mais plutôt des réponses à des problèmes économiques (famines), ou à des peurs de contre-révolution réelles ou supposées (juillet 1789 en France, juillet 1936 en Espagne). Pour les anarchistes, la "propagande par le fait", un temps retenu comme stratégie au Congrès de Londres de 1881, fut vite abandonnée au vu des retombées extrêmement négatives sur le mouvement lui-même et la société (lois scélébrates de 1893 et 1894).

Alors oui, il existera toujours des "Ravaillac de cœur" (R. Mousnier) sinon d'esprit, mais cela reste à notre sens un phénomène psychologique de décompensation à l'angoisse créée par la souffrance sociale, et rien de plus. Par ailleurs, pour les journalistes sérieux, la mort ou la survie d'un président ne devrait guère mériter qu'une ligne. Cependant, lier la condamnation de ces actes à une conception de la démocratie comme le font les permanents au Pouvoir est du plus haut comique (si l'on choisit d'en rire). La démocratie réelle n'existe pas (encore) et la violence exercée par la Société et l'État sur les individus est extrême. La peine de mort existe encore en France (voir les violences policières en recrudescence), notamment parmi les travailleurs et privés de travail. Alors pousser des cris d'orfraie quand une personne souhaite en éliminer une autre au nom du bien commun, ce qui n'est qu'un fait divers, n'est-ce pas ajouter un peu plus d'hypocrisie à la tragédie ambiante, quand la violence suprême, la Guerre, recrute de plus en plus de thuriféraires, comme une Peste des âmes avançant dans un galop de mort.

Essence chère, caisses « vides » et cadeaux au patronat : Le grand détournement continue !

Encore une fois, le couperet tombe sur les travailleuses et les travailleurs. Sous prétexte de transition écologique, de guerre au Moyen-Orient, de fluctuations du marché mondial, le prix de l'essence s'envole, étranglant un peu plus celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de prendre leur véhicule pour aller se faire exploiter.

Mais ne nous y trompons pas : derrière la prétendue « aide aux gros rouleurs » annoncée en fanfare par le gouvernement, se cache une nouvelle manœuvre grossière de transfert d'argent public vers les poches du capital.

L'aide aux « gros rouleurs » : Un subside déguisé pour les patrons.

L'État prétend soulager le portefeuille des plus précaires. En réalité, cette aide est une subvention indirecte au patronat. En prenant en charge une partie des frais de déplacement nécessaires au travail, l'État évite aux employeurs d'avoir à augmenter les salaires ou à prendre en charge l'intégralité des frais de transport de leurs salariés. C'est le contribuable qui paie pour que le travailleur puisse se rendre sur son lieu d'aliénation, garantissant ainsi le maintien des marges bénéficiaires des entreprises.

De la même façon le gouvernement a annoncé une aide au GNR agricole -gazole non routier- pour un montant de 14 millions d'euros. Mais ce qu'il ne dit pas c'est que cet argent est pris sur le budget agricole, qui doit servir à accompagner notamment la transition écologique. C'est autant d'argent en moins pour accompagner les investissements des agriculteurs et notamment des plus petits dans une agriculture plus vertueuse environnementalement, mais argent qui ira directement dans la poche des entreprises pétrolières les plus polluantes !!!

Les caisses sont vides ? Une fable pour le prolétariat !

On nous rejoue la sérénade de l'austérité : « Les caisses sont vides », « Il faut se serrer la ceinture ». Ce discours est une insulte.

Les caisses sont vides pour l'hôpital public, où l'on ferme des lits et où le personnel s'épuise.

Les caisses sont vides pour l'éducation, sacrifiant l'avenir des enfants des classes populaires.

Les caisses sont vides pour les salaires, les retraites et les minima sociaux.

Mais par un miracle comptable que seule la logique capitaliste explique, ces mêmes caisses débordent lorsqu'il s'agit de nourrir le système capitaliste.

Priorité à la répression et à la guerre.

L'argent existe, et nous savons où il va. Il coule à flots pour les chiens de garde du système. La police voit ses budgets exploser pour perfectionner l'arsenal de surveillance et de répression, destiné à mater toute velléité de révolte. L'armée reçoit des milliards pour nourrir l'industrie de guerre et les ambitions impérialistes. Quant aux capitalistes, ils continuent de se gaver de crédits d'impôts et d'exonérations de cotisations sociales (le salaire socialisé qui nous est volé).

Ne plus subir, s'organiser !

L'État n'est pas un arbitre neutre, c'est l'agent comptable de la bourgeoisie. Attendre une « redistribution juste » de sa part est une illusion dangereuse. Tant que le transport, l'énergie et les moyens de production seront aux mains d'une minorité parasite, nous serons condamnés à payer le prix fort pour leur confort.

La CNT-AIT rappelle que seule l'action directe et l'auto-organisation à la base permettront de briser ce cycle de l'exploitation. Nous ne voulons pas de miettes, pas de « chèques carburant » dérisoires qui ne font que circuler de la poche de l'État à celle des pétroliers.

Réappropriation de la richesse que nous produisons !

À bas l'exploitation capitaliste !

L'argent pour les besoins sociaux, pas pour la répression !

Pour la révolution sociale et libertaire !

Vive l'Anarcho-syndicalisme !



CANICULE ! TRAVAILLEURS SAISONNIERS, VOTRE SANTÉ ET VOTRE SÉCURITÉ AVANT TOUT !

Travailleurs saisonniers, votre employeur est responsable de la protection de votre santé et de votre sécurité.

En cas de fortes chaleurs, votre employeur doit protéger les travailleurs les plus exposés (fournir de l'eau potable et fraîche, adapter les horaires de travail, ...).

Les signes qui doivent vous alerter : maux de tête, sensation de fatigue inhabituelle, vertiges, étourdissements, malaise, perte d'équilibre, désorientation, propos incohérents, perte de connaissance.

Les premiers gestes de secours à appliquer : appeler les secours (numéro d'urgence : 15), faire cesser toute activité à la personne, la rafraîchir en la transportant à l'ombre ou dans un endroit frais, lui asperger le corps d'eau, lui donner de l'eau et alerter l'employeur par écrit ou SMS.

Si vous estimez que la situation est dangereuse, vous avez le droit d'appliquer votre droit de retrait : vous devez alors alerter immédiatement votre employeur (de préférence par écrit par un papier ou par SMS) que vous quittez le travail pour danger grave et imminent. L'employeur ne pourra pas vous demander de reprendre votre poste tant que persiste ce danger. Aucune sanction et aucune retenue de salaire ne pourra être prise à l'encontre du travailleur qui exerce son droit de retrait.

En cas d'accident du travail, même si vous êtes étrangers, vous avez le droit à des indemnités, et les soins sont gratuits. Votre patron a l'obligation de déclarer l'accident à l'inspection du travail sous 48 heures, mais faites aussi une déclaration de votre côté.

Extrait du Guide des droits basiques des travailleurs saisonniers dans l'agriculture ou l'agroalimentaire à télécharger dans son intégralité (Une feuille A4 recto / verso à glisser dans sa poche ou son sac) ici : <https://cnt-ait.info/2024/07/09/tta-fr/>



Si vous souhaitez recevoir des tracts, affiches ou guides pour diffuser aux saisonniers autour de vous contactez-nous (CNT AIT 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse ou contact@cnt-ait.info)

LE RACISME ET LE DANGER DE L'EXTREME DROITE MENACENT NOS LIBERTES VOIRE NOS VIES

A l'heure actuelle, l'extrême droite s'affirme de plus en plus sans complexes et semble inexorablement prendre place sur la scène politique tant nationale qu'internationale. Elle se développe parce qu'elle s'appuie sur le mécontentement populaire et social face à la grave crise économique sans précédent que nous connaissons aujourd'hui. Alors, l'extrême droite et ses partis organisations, etc...

instrumentalisent cette situation pour élargir leur base électorale et militante, en se nourrissant du sentiment de déception et de désespoir populaire face aux politiciens et à tous les gouvernements capitalistes qui n'ont fait depuis plus de 40 ans qu'aggraver le désastre économique, social et écologique.

L'extrême droite nous fait croire que les problèmes auxquels nous sommes confrontés viennent des politiciens, des immigrés, alors que

12 ●●●●●Politique●

ces derniers, surtout les plus vulnérables, sont les premiers à être victime des conséquences de cette crise et tandis que beaucoup de lois scélérates contre eux ont été votées. Et ces « réformes » sur l'immigration contribuent à renforcer leur exploitation, en commençant par les plus vulnérables, notamment les sans-papiers, et ainsi, à renforcer le nivellement vers le plus bas des conditions de travail de tous les travailleurs, et c'est en ce sens que c'est une aubaine pour les patrons, déjà que les sans-papiers constituent un véritable marché solvable pour les capitalistes, en plus que les maîtres au pouvoir et l'Etat font mine de lutter contre le travail clandestin et l'immigration clandestine à cet effet.

L'extrême droite, malgré son déguisement en démocrates et en champions de la lutte contre l'immigration et l'islamisation pour « préserver les droits des femmes », est rétrograde envers les femmes en vérité. Et pour cause, elle n'a voté aucune loi visant à l'égalité entre les hommes et les femmes, n'a rien fait contre le harcèlement sexuel (dont une frange des femmes immigrées est exposée) et rien contre les violences sexistes, conjugales, etc... bien qu'elle soit championne pour dénoncer les viols commis par les « migrants ». Ainsi, la question femmes en vérité n'échappe pas à l'extrême droite, dans la mesure où elle s'intéresse à cette thématique quand c'est compatible avec sa rhétorique anti-immigrés et musulmanophobe (très à la mode) et avec les intérêts du système bourgeois.

Et l'extrême droite au pouvoir, c'est un régime très fort, purement et simplement, si ce n'est pas un régime totalitaire. Les tromperies de l'extrême droite marchent en ce sens qu'elle réussit à se faire passer pour la défenseuse des masses populaires et laborieuses « nationales » alors qu'avec le nationalisme, elle pousse les travailleurs « nationaux » à s'identifier à la « nation » et à la « culture nationale » et persuade ainsi les travailleurs de ce pays qu'ils ont plus d'intérêts en commun « culturels » avec leurs exploiters plus qu'avec les autres travailleurs. Et s'identifier avec ses exploiters est précisément ce qui enchaine les exploités à leurs maîtres, et c'est là qu'au demeurant, l'extrême droite sert les intérêts des capitalistes, en plus qu'elle est favorable au capitalisme, système par définition qui est taillé sur mesure par et pour les maîtres capitalistes et jamais en faveur des travailleurs. Le capitalisme par définition n'est utile que pour enrichir la classe capitaliste et appauvrir les pauvres. Et même quitte à détruire la nature, mener des agressions, etc... le bonheur de quelques-uns, minoritaires, dans ce système fait le malheur des autres, majoritaires. La bourgeoisie, ou, si on préfère, la classe des maîtres capitalistes, se sert de l'extrême droite, emprunte si besoin à ses politiques pour contenir les révoltes, contenir le mécontentement ouvrier et populaire et s'il le faut, pour écraser et mettre au pas toute contestation.

Ainsi, il revient à nous, les travailleurs, la jeunesse, les couches populaires et laborieuses, de combattre et de repousser l'extrême droite.

- Travailleurs « nationaux » comme « migrants », nous constituons une seule classe face à nos maîtres et exploiters et l'Etat !

- Nous devons convaincre le maximum d'exploités et d'opprimés à prendre part à cette lutte contre ce néo fascisme par tous les moyens possibles : dans nos quartiers, dans les réunions militantes publiques, lors de protestations, lors de grèves, par internet, les réseaux sociaux, etc....

- Il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme, celui-ci étant le système qui est à l'origine des sources du développement de l'extrême droite, d'en finir aussi avec l'Etat et ses concepts (nations, frontières, nationalisme, chauvinisme, patriotisme, etc....) et mettre en place le système communiste libertaire fédéré !

CONTRE L'EXTRÊME DROITE, ORGANISONS DONC LA RESISTANCE



Souvenons-nous aussi que les politiciens capitalistes ou à la solde de la bourgeoisie, cultivent la haine et alimentent ainsi le sectarisme, que ce soit avec les Bayrou, Dammanin et Retailleau et Cie aussi mis à part les fascistes eux-mêmes. C'est à partir de là que le racisme et l'extrême droite se nourrissent en plus du mécontentement des masses populaire, suite au sentiment d'impuissance et de déception chez celles-ci. Les politiciens n'ont fait qu'aggraver les conséquences de ce système néfaste.

L'extrême droite serait-elle une alternative maintenant ?

Selon elle, comme selon beaucoup de politiciens, le problème serait « l'immigration », qui pourtant ne représente que 10 % de la population dans ce pays. Et pourtant aussi, elle est 20 % des travailleurs bien indispensables à la machine capitaliste dans beaucoup de secteurs clés, et que les maîtres capitalistes et l'Etat sont bien contents de trouver : sous-traitance, BTP, livraison, soins de santé, etc.... Oui, ils sont une aubaine car avec la surexploitation qu'ils subissent, ils sont une source de profits considérables. Même le patronat le rappelle quelquefois. Et les lois de précarisation contre les travailleurs n'ont jamais cessé depuis des décennies, et ce contre tous les travailleurs, que ce soit les diverses attaques contre le code du travail, les droits des chômeurs, le RSA, les droits des personnes en situation de handicap, les APL, l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite, etc... Mais voilà que l'extrême droite soutient ces lois et attaques malgré son déguisement « social ». Dans une telle situation, « l'adhésion » au racisme par la population est aussi une aubaine parce que pendant qu'avec cela les travailleurs ne peuvent pas s'organiser pour riposter, les maîtres capitalistes peuvent dormir tranquille, tandis que leur système nous attaque tous, nationaux comme étrangers. C'est là qu'en plus d'être inhumaines et moralement inadmissibles, les politiques xénophobes anti migrants est surtout une attaque contre l'ensemble de la classe des travailleurs. C'est en ce sens

que nous refusons tout nationalisme, patriotisme etc....

Alors ne faisons pas la politique de l'autruche. Nous devons prendre parti !

1 - Le racisme divise et affaiblit notre classe donc casse notre potentiel de résistance face à ce système néfaste et ses maîtres. On a vu que même si ces lois anti migrants sont censées viser les migrants, en vérité ce sont tous les travailleurs qui sont attaqués. Et notre avenir ne réside pas dans le nationalisme, l'attachement à la culture et autres critères identitaires mais dans la solidarité entre travailleurs, dans la révolution, la mise d'un terme au capitalisme, à l'Etat et l'instauration du socialisme libertaire ;

2 - Il faut dénoncer et s'attaquer aux donneurs d'ordres, aux alimentateurs et financiers de l'extrême droite ! Nous savons que celle-ci agit et sert les va-t-en-guerre. Nous savons une fois de plus que ce sont les grands groupes capitalistes et certainement pas les populations

qui sont les grands gagnants, notamment l'agro-industrie, l'armement, etc.... ainsi que des médias comme BFM, Cnews, etc.... Nous devons les dénoncer et les publier !

3 - La nécessaire riposte contre l'extrême droite, le racisme d'où qu'il vienne et contre les préparatifs de guerre également doit être unitaire entre tous les travailleurs !

4 - Enfin le capitalisme a largement fait son temps au point qu'il est devenu sénile et décadent ! Alors, organisons nous pour en finir avec l'Etat et détruire le capitalisme et ses instruments (notamment le système monétaire) et bâtissons tous ensemble, avec le communisme libertaire, un système de conseils fédérés et démocratiques, sans Etat et une société sans exploitation ni oppression, et pour le plus grand règne de la liberté !

Vive la révolution sociale libertaire ! Pour le socialisme libertaire !

Activités de la CNT-AIT

Débat à Rennes avec un déserteur russe

Le local Loukanikos de Rennes tranche dans le paysage militant révolutionnaire hexagonal par le sérieux et la solidité de ses analyses, tout en ayant une démarche ouverte et fraternelle. L'initiative Olga Taratuta de soutien aux déserteurs russes et ukrainiens était invitée au débat qu'ils organisaient le 13 février dernier autour de la question de la désertion Dans un local plein à craquer d'une jeunesse qui cherche des outils pour comprendre et se défendre face au militarisme, nous avons pu échanger sans tabou sur la nécessité de refuser la militarisation, la question de la résistance et de la guerre, ou encore la portée pratique de la solidarité et de ce que cela implique. Le point fort du débat a été le témoignage à la fois poignant et glaçant de Ilya, jeune soldat russe qui s'était pourtant porté volontaire pour la guerre mais qui – une fois

sous l'uniforme – s'est rapidement enfuit terrifié par la brutalité et la sauvagerie de l'appareil militaire russe, mais aussi par le mensonge permanent qui pèse d'une chape de plomb sur la société russe sur la réalité de ce qui se passe sur le front. Son témoignage peut être réentendu en ligne sur la webradio 2049 : « #7 LES CHEMINS DE LA DÉSERTION : UN DÉSERTEUR RUSSE TÉMOIGNE ; <https://www.youtube.com/watch?v=2De4VT62GgI> ». La solidarité avec Ilya et les déserteurs continue, plus d'info en contact l'initiative Olga Taratuta : <http://nowar.solidarite.online/blog> ou par mail ; contact@solidarite.online

Ce témoignage fera l'objet d'une écoute collective suivie d'une discussion, le samedi 20 juin à 16h à Grenoble organisée par l'Association des Refusantes et Refusants à l'Armée et à la Guerre (ARRAG), à la Base, 17 rue du Dauphiné Plus d'infos : <https://arrag38.wordpress.com> arrag@riseup.net

SARP (65) : Terres et Libertés, révoltes paysannes d'hier et d'aujourd'hui

La CNT-AIT co-organisait avec la Chorale Rojinegra de St Gaudens un débat dans la salle municipale du village de Sarp dans les Hautes Pyrénées, un temps de réflexion et de partage sur la question de l'autonomie alimentaire et des révoltes paysannes.

Le prétexte était la commémoration de la révolte des paysans de la Barousse qui en 1848 furent parmi les premiers à lever le drapeau noir pour conserver la propriété commune de la terre, que voulaient s'accaparer aristocrates et bourgeois. Un



compagnon de la CNT-AIT a rappelé cet épisode de l'histoire locale, qui n'était pas complètement oublié de la mémoire collective. Puis un membre de l'association Mut Vitz 31 (solidarité avec les paysans zapatistes) a présenté la Révolution mexicaine de 1910 et le soulèvement néo-zapatiste

14 ●●●● Vie politique et syndicale ●

EZLN (1994_2026), mettant en lumière les similitudes de cette lutte pour le commun et la « non propriété » (individuelle) avec celles de la révolte de 1848 en Barousse. Parmi la soixantaine de personnes venues prendre part au débat, de nombreux agriculteurs, éleveurs ou apiculteurs, ont pu témoigner de leur engagement pour une autre forme d'agriculture, respectueuse des êtres vivants (y compris les agriculteurs eux-mêmes) et de l'environnement, mais aussi

des difficultés à la mettre en œuvre dans un système capitaliste fondé sur la recherche du profit à outrance. Chacune des interventions était ponctuée de chansons interprétées par la Chorale de la Rojinegra, chansons historiques et sociales d'ici ou du Mexique. La soirée s'est conclue par un somptueux repas paysan réalisé par les producteurs de la vallée qui avaient participé au débat, permettant de lier de façon agréable la théorie et la pratique.

Un Premier mai sous le signe Rouge et noir ...

Alors que le gouvernement et le patronat rêve de nous reprendre le Premier mai, les syndicats et militants de la CNT-AIT étaient dans la rue pour rappeler les origines de ce jour qui n'est pas celui de la fête du travail, mais une journée de lutte des travailleurs. Un dépliant rappelant l'origine du Premier Mai est disponible en ligne ici : <https://cnt-ait.info/2026/04/13/histoire-du-premier-mai>

Les compagnons de la CNT-AIT de Montluçon ont créé la surprise pour les manifestants en tenant leur première table de presse. À Nantes et Auch aussi les compagnes et compagnons étaient présents. À Toulouse, le cortège de tête révolutionnaire a encore eu maille à partir avec le service d'ordre syndical, même si ce fut moins tendu que l'an passé. À Paris, les compagnons ont tenu aussi une table de presse pendant le cortège libertaire puis Place de la République qui a permis de belles rencontres humaines pleines d'intelligence, des chouettes discussions, des envies de révolution partagée, un espoir en commun !

La lutte continue ...



Protestation contre les licenciements à la Diakonie de Vienne : Journée internationale d'action, le 20 mai 2026

En ce jour de grâce du 20 mai 2026, une équipe pastorale anarchosyndicaliste de la section de l'AIT en France (CNT-AIT) s'est rendue – à la demande de sa section sœur en Autriche, la WAS-AIT – au siège parisien de la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Il s'agissait d'informer les participants à la « Journée du Cercle contre Précarité » de la FEP des pratiques scandaleuses de leur homologue en

Montpellier : un débat et un concert contre le Militarisme

La CNT-AIT et l'initiative Olga Taratuta étaient invitées par le local Barricade de Montpellier pour un débat ouvert sur le militarisme. Comme à Rennes, le débat qui a réuni une bonne cinquantaine de personnes, a permis de soulever de nombreuses questions sur la militarisation en cours de la société et des façons de s'y opposer. Nous remercions Barricade comme Loukanikos à Rennes pour ces invitations à débattre qui dans la noirceur des infos quotidiennes apportent des lueurs d'espoir que toute humanité n'est pas perdue, et qui permettent de tracer l'esquisse d'un réseau de solidarités concrètes et de complicités actives.

La CNT-AIT Perpignan à Lerida en soutien à la CNT-AIT espagnole

Les compagnons de la CNT-AIT de Perpignan ont participé aux journées libertaires organisée par la CNT-AIT de Lerida, de l'autre côté des Pyrénées le 15 mai dernier. En plus de la joie de se retrouver avec des compagnons de longue date, cette participation était une démonstration en acte de la solidarité de la CNT-AIT française avec sa section sœur en Espagne face aux attaques vicieuses menées par un groupe qui s'est accaparé le nom et le logo « CNT », pour en faire une marque commerciale au service d'intérêts d'avocats spécialisés en droit du travail à la recherche d'une clientèle captive. Plus d'infos sur la situation en Espagne, cf. le communiqué de groupes de la FA en soutien à la CNT-AIT espagnole face aux attaques de la CIT : https://cnt-ait.info/2025/10/31/fa_cit

Autriche, la Diakonie de Vienne, qui crée de la précarité en licenciant ses personnels, sans même respecter le Code du travail local.

Nos bons pasteurs de la parole anarchosyndicaliste ont pu remettre un tract explicatif aux participants, et les appeler à la solidarité transfrontalière en témoignant auprès de la Diakonie de Vienne des refus des leurs pratiques à rebours de tous les principes d'aide et de solidarité qu'ils affichent. (Plus d'infos sur la lutte : <https://cnt-ait.info/2026/05/22/diakonie-2>)

Des militantes et militants de la CNT-AIT France

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

CIP – Acte VII
Débat sur la redistribution
géostratégique de 1991 à 2011
Jeudi 18 Juin,
de 18h45 (accueil) à 21h (clôture des
débat),
à la PIZZERIA « chez Zoubir »,
2, rue Bertrand de Born,
Métro Jean Jaurès

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/Solidarité-Internationale-
Antifasciste

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des
personnes qui se retrouvent dans
les principes, tactiques et finalités de
l'Anarchosyndicalisme, et
souhaitent commencer à oeuvrer localement
pour diffuser nos idées et nos
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement
une initiative CNT-AIT, ou
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à
prendre contact avec nous
par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou
par courrier (CNT-AIT, 7
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-
AIT

[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?
rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et
Fédéréseau : [https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-
cest-quoi](https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi)

● Vie politique et syndicale ● ● ● ● 15

Des nouvelles du CDES

Connaissez-vous le CDES, le Centre de Documentation Économique et Sociale. Derrière ce sigle, il y a l'association des amis de la CNT-AIT, celles et ceux qui sans être formellement membres de la CNT-AIT apprécient ses principes, ses idées et son activité et souhaitent lui apporter un coup de main. Créé il y a plus d'une quarantaine d'année, le CDES s'est doté d'un petit bulletin, « la Lettre du CDES », qui au fil du temps est devenu le journal que vous avez entre les mains (ou que vous lisez sur votre écran), « Anarchosyndicalisme ! ».

Le CDES c'est aussi une vaste bibliothèque de plusieurs centaines d'ouvrages sur la philosophie, la politique, le syndicalisme et bien sur l'anarchisme. La plupart des livres sont en français mais nous avons aussi une section de livres en Espagnol, témoins du compagnonnage avec les militants de la CNT-AIT espagnole en exil.

Nous avons le plaisir d'enrichir nos rayonnages par des dons de livres que nous recevons régulièrement. Dernièrement, un compagnon nous a donné des revues anarchosyndicalistes des années 1970. Des auteurs aussi nous envoient parfois leurs ouvrages, comme par exemple Victor Cachard qui nous a sympathiquement envoyé ses livres sur l'histoire du sabotage. Le CIRA de Limoges nous a transféré récemment les archives de la CNT-AIT de Clermont Ferrand, et notamment ce grand tableau (plus de 3 mètres de long !) peint dans les années 1950 ou 1960 et qui représente la CNT et l'AIT brisant ensemble les chaînes de l'exploitation et de l'État qui entravent le monde. Des descendants d'anarchistes espagnols réfugiés nous transmettent aussi parfois la bibliothèque de leurs parents, permettant ainsi de continuer de faire vivre ces livres et documents en les rendant accessibles au public. Des livres en doublons ont été envoyé aux compagnons d'Haïti pour monter leur bibliothèque.

Car cette bibliothèque se veut un trait d'union, pour transmettre le flambeau de l'Idée anarchiste entre les générations. Le symbole de cette continuité entre les âges est certainement ce meuble de bibliothèque sans prétention, qui porte en lettre noir à son fronton « « chambre syndicale des maçons ». Il s'agit de l'ancienne bibliothèque de la Bourse du Travail originelle, créée en 1892, contemporaine de Pelloutier qui disait dans sa fameuse lettre aux anarchistes « nous sommes des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, et les amants passionnés de la culture de soi-même. ». Fernand Pelloutier considérerait la tâche d'éducation et d'auto-éducation (autodidacte) comme essentielle à la dignité des travailleuses et des travailleurs et à la préparation de la transformation radicale de la société.

La bibliothèque du CDES a encore de la ressource et reste ouverte pour toutes celles et ceux qui souhaitent sincèrement élargir leurs connaissances ou simplement lire par curiosité ou par goût. Et nous continuerons d'accueillir avec plaisir vos dons de livres et de matériels (affiches, brochures, ...) pour que vive l'Idée.

Pour consulter les livres, vous pouvez passer à la permanence au Local, 7 rue St Rémésy chaque samedi entre 17h et 19h.

Pour nous contacter, avoir plus d'infos sur le CDES et comment y participer, ou pour faire un don écrivez-vous à « CDES c/o CNT-AIT ? 7 rue ST Rémésy 31000 TOULOUSE » ou envoyez un mail à contact@cntaitoulouse.lautre.net en précisant « pour le CDES » dans l'objet.



19 JUILLET 1936 ... 19 JUILLET 2026

Le 19 juillet prochain, nous célébrerons les 90 ans des débuts de la révolution espagnole.

Et nous célébrerons particulièrement la mémoire de celles et ceux, qui tout en se soulevant contre la tentative de coup d'état fasciste, se sont également lancés d'emblée dans la réalisation concrète du communisme libertaire.

Nous nous rappellerons comment une fraction importante du prolétariat espagnol avait alors jugé entendable, désirable et finalement réalisable la perspective de révolution sociale proposée par l'anarchisme. Et qu'elle s'est lancée dès le 19 juillet 36, sans attendre, dans l'élaboration de l'expérience révolutionnaire la plus avancée de l'histoire -malgré les entraves, les trahisons et les difficultés à venir-, au plus près de buts que nous poursuivons encore modestement aujourd'hui.

Nous vous invitons à vous mettre en relation avec nous si vous souhaitez participer à ces moments commémoratifs.

"La révolution sociale qui s'accomplit alors ne provint pas d'une décision des organismes de direction de la CNT, ou des mots d'ordres lancés par les militants et agitateurs qui tenaient



publiquement les premiers rôles, et furent presque toujours inférieurs à leur tâche historique. Elle se produisit spontanément, naturellement, non pas (évitons la démagogie) parce que "le peuple" dans son ensemble était devenu capable de faire des miracles, grâce à une science révolutionnaire infuse qui l'aurait brusquement inspiré, mais parce que, répétons-le, au sein de ce peuple, et en faisant partie, il y avait une minorité nombreuse, active, puissante, guidée par un idéal, qui continuait à travers l'histoire une lutte commencée au temps de Bakounine et de la 1ère internationale; parce que dans d'innombrables endroits il se trouvait des hommes, des combattants qui, depuis des décennies, poursuivaient des buts constructifs concrets, doués qu'ils étaient de l'initiative créatrice et du sens pratique indispensable aux adaptations locales, et dont l'esprit d'innovation constituait un levain puissant, capable d'apporter des orientations décisives aux moments nécessaires.

La situation était donc révolutionnaire tant par la volonté des hommes que par la force des choses."

G Leval issu de "Espagne libertaire 36 39", re-cité en introduction du 3ème opus des "Chemins du communisme libertaire en Espagne" de Myrtille, giménologue

NOUVELLE BROCHURE : Marguerite ASPÈS :

Anarchosyndicaliste, espérantiste, anti-colonialiste, féministe sans concession des années 1930.

Marguerite Aspès est une comète qui traversa la galaxie libertaire de 1930 à 1937. Ni grande théoricienne, ni vedette médiatique, elle était pourtant représentative de ces militantes « de base » qui donnent corps au mouvement libertaire depuis ses origines, n'hésitant ni à prendre la parole ou la plume pour s'exprimer publiquement et faire vivre l'Idée, ni à s'engager physiquement et même à prendre des risques sérieux pour que l'Idée devienne Action. À travers le portrait de Marguerite Aspès, nous voulons rendre hommage à tous ces militants « anonymes » trop rapidement oubliés – et encore plus quand il s'agit de militantes ! - par un mouvement libertaire pourtant friand de commémoration de la mémoire de ses « grands hommes » ...

La brochure peut être télécharger en ligne : <https://cnt-ait.info/2026/03/07/marguerite-aspes> Pour la recevoir au format papier, envoyer 8 euros (chèques à l'ordre de « La lettre du CDES ») à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE (pour paiement par transfert bancaire, nous contacter).

Marguerite ASPÈS
Anarchosyndicaliste,
espérantiste,
anti-colonialiste, féministe
sans concession des années 1930



EDITIONS **CNT AIT**



Comme chaque année depuis 33 ans, la CNT AIT Toulousaine et Montalbanaise organise du dimanche 2 août au dimanche 9 août un camping sur le terrain municipal, de St Izaière dans le sud Aveyron.

Ce camping se veut un moment de rencontres et de débats, d'échange mais aussi de détente et de convivialité. Pendant cette semaine, les participants venus pour quelques heures ou la semaine autogèrent toutes les activités. Nous proposerons et soumettrons à l'approbation des campeurs les différents thèmes des futurs débats.

Pour plus de renseignements prendre contact avec le CNT-AIT, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

ou mail: contact@cntaitoulouse.lautre.net

Vous pouvez également, trouver notre journal dans ces librairies :

- Librairie Terra Nova, 18 r Gambetta, 31000 Toulouse

- Librairie Flourey, 36 r Colombette, 31000 Toulouse

- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64, avenue de la Révolution LIMOGES,

- Librairie Publico, 145 Rue Amelot, 75011 Paris

- Librairie Quilombo, 23 Rue Voltaire, 75011 Paris

- local Le Sabot, 21 rue des Allemands, 57 000 Metz

- Librairie "La Libambouille", 12/14 rue Jean Jaurès - 66500 Prades

- Librairie "Llibreria Catalana", 7 place Jean Payra - 66000 Perpignan

Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers.

Plusieurs modèles sont disponibles. Télécharger le catalogue en ligne (<https://cnt-ait.info/2023/11/14/autocollants-anti-guerre-2/>) ou écrire pour nous le demander.

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



Entre « anti-impérialisme décolonial » et « lutte pour la démocratie », la gauche occidentale a abandonné la lutte contre son propre État ...

Nous avons traduit ce texte du militant révolutionnaire d'origine iranienne Siyâvash Shahabi, dont nous partageons l'analyse sur l'orientalisme des soi-disant « anti impérialistes » et autres décoloniaux occidentaux. Sous couvert de prendre position contre « l'Occident », ces derniers font surtout le jeu des régimes les plus autoritaires qui martyrisent leur population. Comme le dit Siyâvash, la posture toute spectaculaire de cette gauche se nourrit d'images qu'elle forge elle-même (ou qu'elle relaye pour d'autres qui la forge pour elle ...) Ces

images, ces représentations, invisibilisent, font écran, à la réalité de ce que vit la population, à commencer par la classe ouvrière, qui n'entre jamais en ligne de compte dans les savantes analyses géopolitiques des « décoloniaux ». Elle permet surtout de se donner la bonne conscience de « faire quelque chose » en agitant des images et des slogans, sans avoir à lutter dans le réel ici, c'est-à-dire sans avoir à se confronter réellement à notre propre État, cette lutte étant déléguée au soi-disant « Axe de la résistance ». À partir de là cette gauche construit (suite page 18)

(ou relaye) une esthétique, avec ses codes visuels, vestimentaires, de langage, devenant une affirmation identitaire mais qui n'a aucun contenu émancipateur car là n'est pas son objet. Cette analyse rejoint celle que nous avons exprimé dans les colonnes d'Anarchosyndicalisme sur le campisme : « Nous assistons actuellement en fonction des divers conflits, à un retour de cette idéologie d'affrontement entre l'axe du bien et l'axe du mal, qui est en fait la description du campisme, qui consiste à dire quiconque n'est pas avec moi, est contre moi (comme au bon vieux temps de la guerre froide). C'est une vision idéologique binaire, qui appelle à soutenir n'importe quelle saloperie pour diverses raisons, notamment des luttes anticolonialistes, des luttes de libération nationale, tout ce qui paraît de près ou de loin « anti-impérialiste » mais authentiquement interclassiste, à partir du moment où l'ennemi de mon ennemi entre en conflit. Le campisme ce n'est pas de l'internationalisme, ce n'est pas la solidarité, mais un aveuglement. 1»

La gauche occidentale ne combat plus son propre État. Elle vit politiquement à travers les images qu'elle crée des autres [États].

Quand il s'agit de l'Iran, cette image prend généralement deux formes. Soit l'Iran est réduit à un régime islamique oriental qui a besoin d'être sauvé [contre lui-même] par l'Occident, soit il devient un bastion de résistance où toute contradiction de classe, de genre, de travail, ethnique et sociale interne doit être occultée. Ces deux images peuvent sembler antagonistes, mais elles se rejoignent en un point : toutes deux effacent la société iranienne.

En tant que communistes iraniens, nous avons été contraints d'expliquer une évidence : nous sommes contre la guerre. Contre une attaque américano-israélienne contre l'Iran. Contre les sanctions. Contre les bombardements. Contre un « changement de régime » [apporté de l'extérieur]. Contre l'instrumentalisation de la population iranienne dans des projets géopolitiques.

Mais être contre la guerre ne signifie pas se taire face à la République islamique. Nous sommes contre la guerre car elle détruit la même classe que la République islamique opprime en temps de paix. Nous sommes contre la guerre car les bombes et les sanctions appauvrissent la société, la fragmentent et la rendent plus vulnérable. Et c'est

précisément pour cette raison que nous ne pouvons pas décrire un État répressif comme un bouclier de libération.

Le bouclier libérateur de la classe ouvrière, c'est sa propre organisation, et non un État sécuritaire et capitaliste.

Une partie de la gauche occidentale, au lieu de combattre la politique étrangère de son propre État, ses propres bases militaires, ses propres entreprises d'armement et ses propres sanctions, soutient des régimes autoritaires ou des organisations militaires et qualifie cela d'anti-impérialisme. Ce n'est pas de l'internationalisme. C'est une externalisation de ses politiques.

Quand on abandonne la lutte contre son propre État, l'anti-impérialisme devient l'esthétique de l'Axe de la Résistance. Mais un communiste iranien ne peut pas faire cela, car pour nous, il ne s'agit pas d'une image. Il s'agit de la réalité d'une classe écrasée à la fois par les bombes et les sanctions, mais aussi par la privatisation, la prison, les exécutions, le port obligatoire du hijab, la répression des grèves et une économie sécuritaire.

Siyâvash Shahabi

1- Pour en finir avec le « Campisme » Journal Anarchosyndicalisme n° 184 Nov. Dec .23 ; <https://cna.toulouse.lautre.net/spip.php?article1372>

Analyse d'un anarchiste d'Iran de la déclaration du « Ministère du Renseignement » concernant la menace de poursuites judiciaires contre les dissidents et les manifestants

Après 47 ans de répression, d'emprisonnement, de torture, de meurtre et de destruction de la vie sociale en Iran, la « République islamique », l'un des régimes les plus brutaux et les plus meurtriers de la planète, continue de régner comme une machine rouillée. Mais si cette structure persiste, ce n'est pas seulement grâce à son pouvoir répressif ; c'est aussi parce que nous n'avons pas encore réussi à créer des formes durables de coopération, de solidarité, d'auto-organisation horizontale (sans hiérarchie) et de force de résistance collective pour la démanteler.

Selon les médias iraniens, le Corps des gardiens de la révolution islamique, principal bras militaro-économique et politique du gouvernement islamo-chiite fasciste au pouvoir en Iran, a publié aujourd'hui (27 mai 2026) un long communiqué par l'intermédiaire du « Ministère du Renseignement » (dont le ministre a été tué par le gouvernement israélien lors du récent conflit). Dans ce communiqué, tout en se vantant, comme à son habitude, de « victoires militaires contre des ennemis vaincus dans une guerre combinée à grande échelle » (Amérique, Israël, Angleterre, Europe et certains pays arabes), le ministère a menacé ses opposants et les manifestants de poursuites

judiciaires, les qualifiant de « mercenaires contre-révolutionnaires et de terroristes résidant à l'étranger, ainsi que de partisans des ennemis vaincus ».

Ce communiqué n'est pas un simple texte sécuritaire ni un « avertissement légal » ; il s'agit plutôt d'un document révélateur de la profonde angoisse d'une structure de pouvoir qui, depuis 47 ans, assure sa survie honteuse non pas grâce au consentement de la population, mais en semant la peur et l'hostilité et en étendant sans cesse son appareil répressif. Derrière les paroles grandiloquentes sur la « victoire sur la guerre combinée des ennemis », on perçoit les fragilités d'un gouvernement qui craint sa propre société plus que toute force extérieure.

Les gouvernements autoritaires et conjoncturels ont toujours recours au mythe du « siège permanent » pour masquer leur crise de confiance envers l'opinion publique. Dans ce récit, les mécontents ne sont plus des êtres humains avec des revendications légitimes ; ils deviennent soudainement des « mercenaires », des « agents étrangers », des « terroristes » ou des « soldats ennemis ». Ainsi, le gouvernement tente d'expliquer la véritable origine des protestations non pas par l'absence de liberté, d'égalité et de justice, d'une part, et par l'existence de l'exploitation, de la pauvreté, du chômage, du sans-abrisme, de la discrimination et de l'oppression, d'autre part, mais par une « main étrangère ». C'est la manœuvre classique de tous les pouvoirs centralisés : dépolitiser la société et instrumentaliser toute opposition à des fins sécuritaires.

Mais la contradiction principale réside précisément là : si la « République islamique » est réellement aussi « victorieuse » et « puissante » qu'elle le prétend, pourquoi craint-elle tant les travailleurs, les manifestants, les militants exilés, les écrivains et même les voix éparses sur les réseaux sociaux ? Un pouvoir qui a constamment besoin de menaces, d'aveux forcés, de manipulations et d'un climat sécuritaire est, en réalité, davantage un signe de crise permanente et de manque de légitimité et d'acceptabilité qu'un signe d'autorité. Car les gouvernements qui ont confiance en leur peuple ne gèrent pas la société comme un champ de bataille.

D'un point de vue anarchiste, le problème ne réside pas seulement dans la République islamique ; il réside dans la logique même de l'État. L'État, quelle que soit sa forme idéologique, est une institution qui assure sa survie par le monopole de la violence, le contrôle du discours et la production de l'obéissance. La « République islamique » clame ostensiblement son opposition à l'impérialisme occidental, mais recourt en réalité aux mêmes techniques que nombre d'États modernes pour contrôler la société : surveillance, sécurisation, propagande, instrumentalisation de la peur et création d'ennemis intérieurs ».

Cette récente déclaration révèle également que l'État ne se contente plus de contrôler le territoire ; il cherche aussi à

dicter le contrôle de la mémoire, du langage et de l'imaginaire politique de la société. La menace d'une opposition étrangère signifie que l'État tente de vider même l'exil de toute substance politique ; autrement dit, aucune distance ne devrait permettre la liberté d'expression. C'est le visage sans fard du pouvoir moderne : un gouvernement qui veut monopoliser non seulement les comportements, mais aussi le récit de la réalité.

Dans un tel contexte, le discours officiel du gouvernement est davantage un signe d'affaiblissement qu'un signe de puissance. Un régime contraint de parler constamment d'« ennemis vaincus » admet de fait, indirectement, sa propre fragilité. Car le véritable ennemi de toute structure autoritaire n'est pas l'État étranger, mais la possibilité de l'émergence d'individus conscients de leur destin, de réseaux de coopération et de solidarité indépendants, et d'une société qui ne se soumet plus au langage de la peur.

L'anarchisme part précisément de ce constat : le refus du principe selon lequel la sécurité s'obtient par l'obéissance. Face à un État qui transforme tout en champ de bataille, la réponse radicale n'est pas de se réfugier auprès de puissances rivales mondiales, mais de construire des formes horizontales de solidarité, de résistance et d'auto-organisation-autogestion sociale. Tant que le pouvoir se reproduira sous la forme de l'État, de l'appareil sécuritaire et des hiérarchies centralisées, un « ennemi » sera toujours nécessaire ; même si cet ennemi est la majorité absolue du peuple lui-même.

Nul n'ignore que les soulèvements continus de ces dernières années, notamment le mouvement révolutionnaire Femmes-Vie-Liberté, ont profondément ébranlé cet ordre oppressif et autoritaire, faisant tomber une fois de plus le masque fasciste et révélant que le pouvoir de la « République islamique » n'est pas un monstre mythique et surnaturel, mais un phénomène bien réel ; et contrairement aux apparences, il n'est pas invincible.

Ce qui demeure, avant tout, c'est la persistance de la peur et la dispersion des opprimés. Ceux qui avaient été réduits au silence pendant des années ont soudain compris que le « pouvoir » n'est pas une entité céleste, mais une relation qui peut être brisée. Car tout État s'effondre lorsque le peuple se rebelle non seulement contre lui, mais aussi contre sa logique.

Hasse-Nima Golkar (traduit du persan par CNT-AIT France)

IRAN : notre compagnon Soheil Arabi, de nouveau incarcéré

Au moins 43 prisonniers politiques et d'opinion ont été exécutés dans les prisons iraniennes depuis le début de l'année 2026, selon les statistiques de l'ONG kurde Hengaw pour les droits humains. Dans le même temps, 42 autres militants ont été condamnés à mort, à titre définitif ou provisoire. Ces chiffres traduisent une intensification massive du recours à la peine de mort par la République islamique. Cette escalade dramatique en seulement six mois révèle l'utilisation systématique de la peine de mort comme arme de répression politique et d'intimidation de la société tout entière.

Nos courageux compagnons anarchistes sont particulièrement ciblés par le régime militaro-théocratique iranien. Ainsi nous avons été informé par les compagnons du Front anarchiste d'Iran que notre compagnon Soheil Arabi a été de nouveau jeté en prison. Soheil Arabi est un journaliste et militant politique anarchosyndicaliste de longue date. Depuis des années, Soheil Arabi est victime d'un harcèlement judiciaire et "disciplinaire" arbitraire et illégal de la part des autorités iraniennes.

Il a été arrêté fin 2013 pour avoir publié des textes contre la République Islamique d'Iran et critiquant la religion. Condamné successivement à trois ans de prison, 30 coups de fouet et une lourde amende, quelques mois plus tard, il est condamné à mort. Suite à la mobilisation internationale sa peine a été commuée en 2015 en peine de prison de 11 ans, qu'il effectue à la sinistre Grande prison de Téhéran, Fashafouyeh. En octobre 2018, Soheil Arabi est passé à tabac par d'autres détenus incités par les autorités pénitentiaires. Il subit plusieurs blessures, dont un nez cassé. Contrairement à la réglementation Iranienne, Arabi qui est prisonnier politique est détenu dans une salle avec des prisonniers non politiques, y compris des délinquants potentiellement violents. En avril 2019, il est passé à tabac par les gardes de la prison et subit plusieurs blessures graves. Transféré plusieurs fois dans différentes prisons, gardé à l'isolement durant de longues périodes, Soheil Arabi est même torturé et blessé pour être devenu la voix des prisonniers dénonçant les conditions de détention catastrophiques dans les prisons de Téhéran. En novembre 2021, il est sorti de prison mais contraint à l'exil intérieur pendant deux ans, dans la ville de Borazjan, à plus de 1 000 kilomètres de Téhéran. Entre temps, sa mère qui protestait pacifiquement contre l'incarcération de son fils est arrêtée et emprisonnée pendant un an. Le 2 janvier 2023, il est de nouveau arrêté dans le cadre de la répression contre le mouvement « femmes vie liberté » qui soulève l'Iran après l'assassinat de Mahsa Amini et contre le voile obligatoire. Il fait un infarctus pendant son interrogatoire et est transféré à l'hôpital Sajjad. Le 1er février 2023, il est transféré de la Prison du Grand Téhéran à la prison Rajaei Shahr Prison à Karaj. Il est finalement relâché sous caution en mars 2023, avant d'être de nouveau envoyé en exil intérieur à Borazjan. En mars 2026, Soheil Arabi a été de nouveau arrêté et

incarcéré sans motif. Voici le communiqué de nos compagnons du Front anarchiste d'Iran et d'Afghanistan :

« Selon des rapports fiables, Soheil Arabi, militant politique anarcho-syndicaliste a été arrêté par les autorités de sécurité le 11 mars 2026. Son dernier message posté sur Telegram le 7 mars (20h05) disait : « Nos amis sont en prison et nous devrions fuir ? Internet est très lent. Les VPN sont chers et rares. J'ai à peine réussi à me connecter. Si vous avez un proche en Iran dont vous n'avez pas de nouvelles, je peux essayer d'en obtenir. J'ai entendu dire que les appels téléphoniques n'ont pas été coupés. Ce sont des jours terribles. Nous n'avons pas dormi de la nuit. Des explosions constantes. La destruction. Et la mort. Ceux qui rêvaient de bombes et de missiles ont fui dès le premier jour. Nous, que les deux camps qualifiaient d'apatrides, sommes restés. Aux côtés des véritables amoureux. »

La dernière phrase fait référence aux opposants monarchistes qui appelaient de leurs vœux les bombardements américains et israéliens mais qui se sont enfuis dès les premières bombes, alors que Soheil et ses amis anarchistes sont restés à souffrir avec la population qui - elle - n'avait pas les moyens de s'enfuir.

Soheil est actuellement détenu à la prison de Qezel Hesar, la plus grande prison d'État en Iran, située dans la ville de Karaj, à environ 20 kilomètres au nord-ouest de la capitale, Téhéran.

Nous sommes également toujours sans nouvelles d'un autre prisonnier politique anarchiste, Afshin Heyratian (par ailleurs issu de minorité Bahai), arrêté le 11 novembre dernier. Après une perquisition musclée chez sa mère où il réside, ses effets personnels ont été saisis par les forces de l'ordre. Pour l'heure, aucune autorité n'a revendiqué l'arrestation, et on ignore toujours où il est détenu. Afshin avait été déjà arrêté pour ses activités au sein de l'association de défense des enfants des rues et du travail.

Nous appelons à rester mobiliser pour exiger leur libération et celle de tous les opposants politiques en Iran, et nous tenons comptable les autorités iraniennes de ce qui pourrait leur arriver pendant leur incarcération arbitraire. Si vous souhaitez recevoir du matériel (tract, affiches) pour faire connaître la situation des prisonniers politiques en Iran et développer le soutien, nous contacter.

Des militants de la CNT-AIT

Au moment où nous mettons sous presse ce journal, les compagnons anarchistes d'Iran nous apprennent la remise en liberté provisoire de notre ami Soheil Arabi. Il reçoit actuellement des soins médicaux pour les graves séquelles psychologiques et physiques des tortures et mauvais traitements qu'il a subis durant sa détention.